

Autoroute : « l'union sacrée » décrétée avant la dernière ligne droite

l'essentiel Une fois de plus, les élus et acteurs socio-économiques du bassin se sont réunis pour réaffirmer l'union sacrée autour du projet d'autoroute pour faire accélérer le mouvement.

À l'initiative de Christophe Ramond, le président du conseil départemental, élus et forces vives se sont retrouvés hier matin au siège de la communauté de communes Sor et Agout, espace de loisirs « Les Étangs » à Saïx, pour « rappeler avec force et détermination notre mobilisation en faveur du projet autoroutier entre Castres-Mazamet et Toulouse ». Une « union sacrée » destinée à « réaffirmer solennellement nos engagements communs et rester vigilants quant à la réalisation de ce projet dans des délais les plus courts ». Car si les voyants étaient plutôt au vert en attendant la déclaration d'utilité publique (DUP) que le conseil d'Etat doit prendre d'ici le mois de juin, une inquiétude sur les délais suscite à nouveau cette mobilisation collective. Car si le rapport Duron, chargé de proposer les différents investissements dans les transports pour les 20 prochaines années, rendu le 1er février dernier, confirme « l'impérieuse nécessité de relier Castres-Mazamet à Toulouse », il préconise plusieurs scénarii : un engagement des travaux sur la période 2023-2027 pour le scénario 1 et sur une période de 2018-2022 pour les scénarii 2 et 3 (voir nos précédentes éditions). « Cette infrastructure est un dossier prioritaire pour notre département en termes de développement économique, d'aménagement du territoire et

de sécurité routière, rappelle Christophe Ramond qui a cité les exemples de Montauban ou d'Albi qui ont vu leur croissance démographique et les créations d'emploi augmenter considérablement depuis qu'elles ont une autoroute. Il y a urgence. Nous ne pouvons plus accepter d'être le dernier bassin de vie de 100 000 habitants à ne pas être relié au réseau autoroutier et souhaitons que soit retenu le scénario 2 ou 3. » L'Etat s'est engagé à prendre en charge la subvention d'équilibre estimée à 230 millions d'€ pour moitié, soit 115 millions d'€. Le reste sera à la charge de la Région Occitanie pour 59,5 millions d'€, le Département du Tarn à hauteur de 31 millions d'€ et la communauté d'agglomération Castres-Mazamet pour 20 millions d'€. La communauté de communes de Sor-Agout a également décidé de participer financièrement puisque « notre territoire accueillera l'essentiel du tracé » a indiqué son président Sylvain Fernandez. « On a tous délibéré, on est prêt. On attend juste le premier coup de pioche avec impatience », a rappelé Christophe Ramond qui a invité tous les élus et les acteurs socio-économiques à venir avec lui le 4 mai prochain au ministère des Transports pour « réaffirmer notre motivation et ne pas avoir de mauvaises surprises ».

«Harceler le gouvernement» Un discours partagé par Olivier Lamarque qui représentait les Laboratoires Pierre Fabre : « Dans ce contexte de mondialisation, l'avenir de l'entreprise à Castres dépend de cette infrastructure qui a toujours été le combat de notre fondateur ». « Le message est clair et fort, c'est l'union de tous un territoire au-delà des cli-



Tous unis et solidaires derrière l'autoroute : c'est le message que veulent faire passer élus et acteurs socio-économiques du territoire au gouvernement. / Photo DDM Br. M.

vages politiques », a indiqué Olivier Fabre, maire de Mazamet et vice-président de l'Agglo. « Il faut harceler le gouvernement pour ne pas qu'il nous oublie » a ajouté Guy Bousquet, le président de l'association Via 81 qui réunit des chefs d'entreprise. Les présidents ou représentant de la chambre de l'Agriculture, de la chambre des Métiers et de la chambre de Commerce et d'Industrie sont sur la même longueur d'onde et l'ont redit hier. « Que l'on ne nous dise pas que l'autoroute ne sert à rien », a indiqué Jo Dalla Riva, conseiller départemental qui a vu « l'évolution » de son canton Lavaur Cognaque avec l'A68. C'est donc tout un territoire, de l'ouest à l'est, du nord au sud, qui est mobilisé.

Br. M.

UN COLLECTIF POUR PRÉPARER L'ARRIVÉE DE L'AUTOROUTE VA ÊTRE CRÉÉ

« Il faut s'organiser pour que le jour où on aura l'autoroute tout soit prêt, que cela soit structuré et que l'on en tire les bénéfices. Que cela soit une plus-value pour l'économie et les habitants », a lâché Christophe Ramond qui voulait aussi que cette réunion permette d'acter la création « d'un collectif qui serait un outil d'aménagement du territoire et de développement économique » sans attendre la DUP. Une sorte d'association de préfiguration comme cela avait été le cas pour l'A 68. C'était une demande de l'association Via 81 depuis longtemps. « Il faut préparer notre territoire pour ne pas se tirer les cheveux et faciliter l'implantation de nouvelles entreprises, a indiqué Guy Bousquet. La concurrence entre territoire est féroce. À nous de créer un milieu favorable ». « Cela ne serait pas sérieux de sauter comme des cabris pour réclamer l'autoroute et ne pas s'organiser pour l'accueillir correctement », a confirmé Didier Houles, vice-président du conseil départemental. « On va continuer à se voir régulièrement pour évoquer tous les types d'aménagement nécessaires », a indiqué Christophe Ramond.

LES PARLEMENTAIRES SONT AUSSI MOBILISÉS

« On sait que les parlementaires tarnais sont aussi très mobilisés sur ce dossier », a indiqué Christophe Ramond hier lors de cette réunion. La preuve : les députés du Tarn Philippe Folliot, Marie-Christine Verdier-Jouclas et Jean Terrier et le député de l'Hérault Philippe Huppé ont rencontré la semaine dernière Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires, et Benoît Simian, député de la Gironde, membre du conseil d'orientation sur les infrastructures et futur rapporteur du projet de loi d'orientation des mobilités, au sujet du projet de liaison autoroutière entre Castres et Toulouse. Les députés ont pu s'assurer du soutien

du ministre et de l'écoute du rapporteur afin de leur faire part des attentes des acteurs du territoire et des enjeux économiques importants.

«Confiants et mobilisés»

« Nous sommes conscients que ce n'est qu'à travers l'inscription dans la loi du scénario 2, proposé par le conseil d'orientation des infrastructures, fixant la participation financière de l'Etat, que l'autoroute Castres-Toulouse se réalisera, indiquent les parlementaires. L'enjeu est d'une importance majeure pour notre territoire. Nous restons confiants et mobilisés. »



Les parlementaires tarnais ont rencontré le ministre.